depuis quelques années. Ces deux Conseils répondirent qu'ils allaient s'occuper de la chose; et peu après les documents furent reçus de Vancouver, mais jusqu'ici rien ne nous est parvenu de Victoria. Les documents mentionnés sont soumis au Congrès.

En rapport avec cette question, et pour montrer le sentiment qui existe contre l'emploi des Chinois dans la Colombie Anglaise, la résolution suivante fut présentée au Conseil-de-Ville de Victoria le 19 Juin dernier: "Qu'une clause soit insérée dans les spécifications pour les travaux municipaux à l'effet qu'aucun Chinois ne devra y être employé, et qu'on ne pourra y faire usage de matériaux à la fabrication desquels des ouvriers Chinois auront travaillé."

Au commencement de cette année une requête fut envoyée aux diverses associations pour être signée; elle demandait au Gouvernement Fédéral d'adopter une loi organisant des groupes de comtés et le cumul des votes. Votre Comité regrette d'être obligé de dire que seulement sept des blancs, portant 264 noms, nous ont été envoyée pour être présentés à la Chambre, résultat peu flatteur vu le grand nombre d'ouvriers qui appartiennent aux unions.

Des requêtes furent aussi préparées pour demander au Parlement l'adoption de lois pour:

Restreindre l'importation d'ouvriers étrangers, sous contrat, pour travailler en Canada.

Pour interdire l'entrée du Canada aux immigrants Chinois.

Pour établir le système d'initiative populaire et de *referendum*.

Ces requêtes ont eu le même sort que celle déjà mentionnée, et moins de quarante sont parvenues à la Chambre.

Conformément aux instructions données par le Congrès à sa dernière session, les circulaires contenant les résolutions sur l'impôt unique de M. Jury et sur l'indépendance du Canada, de M. St-Pierre, furent adressées à toutes les sociétés, mais jusqu'ici aucun avis n'a été reçu de l'action prise par ces sociétés. Mais les délégués, à cette session, auront sans doute reçu instruction pour voter si les résolutions sont de nouveau présentées.

Votre Comité regrette de devoir dire que l'on ne lui a pas fait la politesse de lui envoyer les rapports officiels cette année pour une raison inconnue.

Le Comité Législatif de la Province de Québec présente le rapport suivant:

Votre Comité n'a pas jugé opportun de soumettre au Gouvernement Provincial, durant la dernière session, aucune des mesures adoptées par le Congrès à sa dernière réunion, parce qu'il avait été publiquement annoncé que la session serait consacrée exclusivement aux affaires provinciales les plus pressantes. Et, malheureusement, les réformes que nous réclamons ne sont pas considérées par nos législateurs comme pressantes.

Dans les circonstances donc, nous n'avons pas cru devoir faire des frais d'impression et de voyages, étant moralement certain que nous ne pouvions arriver à aucun résultat pratique.

La seule tentative de réforme faite par le Gouvernement Provincial durant la session dernière a été un amendement insignifiant à l'Acte des Manufactures de 1885.

Votre Comité, cependant, a fait tout en son pouvoir pour aider le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal dans ses efforts pour obtenir les changements approuvés par le Congrès dans la qualification foncière des Echevins au Conseil de cette ville.